



« Sauvons la statistique publique »

La lettre du CDSP (Insee-DG) n° 9 – 1^{er} décembre 2008

« Rendre la réalité inacceptable. A propos de 'la production de l'idéologie dominante' »
Luc Boltanski, Démopolis, 2008

Pour vous informer des actions menées et à venir

N'hésitez pas à rejoindre le Comité de Défense de la Statistique Publique à l'Insee
(CDSP : inscription auprès de rosine.devilleire@insee.fr) :

Pour vous tenir au courant : le site de la pétition externe <http://www.sauvonslastatistiquepublique.org>
et les sites des syndicats de l'Insee http://www.intranet.insee.fr/naviguer/thèmes/vie_sociale/syndicats.htm

Une semaine riche en évènements... et en rebondissements !

La semaine a commencé dès lundi dernier, le 24 novembre, avec la rencontre de membres du CDSP et des syndicats de la Drees et de la Dares avec des conseillers techniques de leurs ministères d'appartenance. Les conseillers ont affirmé que le projet de délocalisation serait maintenu et exécuté (ils sont « pour ») ; ils ont aussi exprimé toute l'attention qu'ils portaient à la situation personnelle des agents. Les personnes présentes ont cependant eu la nette impression que ces conseillers étaient peu informés... comme si les décisions se prenaient ailleurs... Le rassemblement en soutien de cette rencontre de membres du CDSP était fort honorable vers 17 h ce jour là rue de Grenelle. Merci de vous être déplacés !

Le moment phare de la semaine a été la journée de mardi 25 novembre. Celle-ci avait été notamment préparée par des membres actifs du CDSP qui n'ont pas ménagé leurs efforts pour faire de cette journée une réussite. Plusieurs objectifs étaient assignés à cette journée : renforcer la cohésion interne autour d'évènements fédérateurs voire festifs dans certains cas ; sensibiliser toujours davantage les utilisateurs de la statistique publique, qu'ils soient journalistes, chercheurs, enseignants ou syndicalistes ; montrer à la Direction et au gouvernement notre détermination sans faille. La participation importante et l'organisation de cette journée ont effectivement été une réussite. A MK1 comme à MK2, la journée a débuté autour de petits déjeuners permettant notamment, autour d'un moment de convivialité, d'informer nos collègues moins impliqués dans le comité de défense, du programme de la journée.

Dès 10h du matin, une action forte à destination de la Direction était entreprise : une intervention en nombre au Comité de Direction. Notre porte-parole a surtout mis l'accent sur le rapport, qui à ce moment là ne devait toujours pas être rendu public ; elle a demandé à nouveau à ce qu'il soit rendu public et a informé la Direction Générale du fort mécontentement qui ne manquerait pas de se manifester si le personnel était informé par des fuites dans la presse. Le DG a alors répondu que nous serions mis au courant... des décisions. Autant dire que c'est la moindre des choses et que ça n'informe *a priori* en rien du contenu du rapport ! On a souvent vu des rapports contredits par les décisions prises ! Sinon, le DG nous a dit qu'il demanderait que nous ne soyons pas soumis à la future loi sur la mobilité des fonctionnaires qui doit être votée en janvier prochain...

Les deux tables rondes qui se sont tenues le matin et l'après-midi dans un amphi de l'Ensaë ont été de très grande qualité. Merci aux intervenants extérieurs à l'institution pour leurs soutiens mais aussi leurs propos critiques ! Ils ont tous insisté sur le besoin de statistiques fiables, de qualité et facilement accessibles, tout à la fois pour exercer au mieux leur métier mais aussi pour garantir une véritable démocratie dans notre pays. L'indépendance du SSP a tout naturellement été au cœur des discussions, l'éloignement des centres de diffusion de la capitale étant jugé très dangereux pour l'indépendance par certains intervenants. Les analyses quantifiées et ce qu'elles révèlent de notre société peuvent parfois gêner les acteurs de la vie publique et les politiques. C'est d'ailleurs à une des participantes, qui a cité Boltanski en fin d'intervention que nous empruntons la phrase de la lettre cette semaine ! C'est aussi pour cette raison qu'il ne faut pas laisser déstabiliser le système statistique public. Enfin, les intervenants ont aussi été nombreux à juger indispensable la proximité géographique, qu'il s'agisse par exemple du montage d'enquêtes lourdes et importantes aux partenariats multiples, mais aussi, et cela est moins souvent dit, qu'il s'agisse de la diffusion de la culture du chiffre, de l'instauration dans la durée et la proximité de relations de confiance, de respect mutuel entre utilisateurs, commentateurs et producteurs de statistiques. Les intervenants ont pour certains d'entre eux aussi rappelé les critiques – justifiées – qu'ils adressaient à la production de l'Insee (peu de séries longues, de mesures des inégalités, mesure imparfaite du pouvoir d'achat, de la pauvreté, des revenus du capital, manque de données financières, de données d'environnement...).

Entre midi et deux, le point Presse a été l'occasion d'expliquer à nouveau la situation aux journalistes. Le discours de nos deux porte-parole a été plus offensif que celui tenu jusqu'à maintenant ; ils ont en effet rappelé les critiques émises par le gouvernement à l'encontre des chiffres de l'Insee, visant à décrédibiliser la statistique publique dans des proportions jamais atteintes jusqu'à aujourd'hui, et le blocage des publications en cours au Ministère de l'Éducation, qui ne se prive pas de publier en revanche des prévisions d'effectifs d'élèves plus que surprenantes au vu des évolutions démographiques connues. Des prévisions ministérielles qui tombent à point nommé pour justifier les suppressions de postes d'enseignements. L'après-midi, une quarantaine d'agents bloquait le site Intranet de l'Insee à MK2, de même que l'accès à Internet en interne. Cette initiative a été prise pour marquer notre solidarité avec les CNI de Nantes et d'Orléans qui avaient bloqué leurs sites informatiques, perturbant le fonctionnement de la messagerie et des applications informatiques, et pour montrer notre détermination et la possibilité technique de mener des actions plus dures. Nous avons de gros bras en informatique, même s'il s'agit aussi de filles, qui ne sont pas les moins mobilisées dans les actions « commando » !

La même journée, deux actions extérieures mobilisaient certains d'entre nous : une intervention au salon des Maires lors de la présentation du RP par la direction de l'Insee et une présence à la manifestation du Panthéon de l'INRAP (institut national d'archéologie préventive, qui doit aller à Reims).

Le rapport n'est sans doute pas une fin en soi

La fin de la semaine a été riche en rebondissements ! Alors que le rapport ne devait toujours pas être rendu public, de très nombreux agents se sont rendus en salle Closon le jeudi dans l'après-midi pour interrompre une réunion de la Direction avec des directeurs régionaux, de SSM et de la DG, réunion officiellement sur le moyen terme mais ne pouvant pas ne pas avoir selon nous un lien étroit avec la remise imminente du rapport au PM. Le Directeur général nous apprenait vendredi en milieu d'après-midi que le rapport serait rendu public mardi, quoique, à cette occasion, amputé des mesures d'accompagnement financier de diverses natures qu'appellerait une implantation à Metz. Il est très vraisemblable que la décision de rendre ce rapport public soit un succès de notre action. Sans notre mobilisation, nos demandes répétées à ce sujet, il est au contraire très probable que ce rapport aurait été gardé secret comme la propriété exclusive de son commanditaire. Devons-nous remercier notre DG qui a relayé en hauts lieux nos revendications ? La suite le dira très prochainement. A ce sujet, deux réflexions. Certains ont jugé intempestifs nos « envahissements » répétés en Comité de Direction et en salle Closon auprès de la Direction, trouvant d'ailleurs notre Directeur général relativement éprouvé. D'autres au contraire pensent que nous ne sommes pas assez fermes et nous reprochent une trop grande proximité ou indulgence vis-à-vis de la Direction. Que dire ? Nous sommes sur un chemin de crête étroit, veillons à ne pas tomber d'un côté ou de l'autre et soyons pleinement conscients que c'est vis-à-vis des fonctions occupées par les personnes que nous agissons et non pas vis-à-vis des personnes elles-mêmes. Surtout, restons vigilants ! Nous allons tous lire avec une très grande attention le rapport et nous réfléchirons individuellement et collectivement sur la suite du mouvement. Ne perdons pas de vue le contexte auquel nous faisons face, les projets de délocalisation en cours, les attaques répétées mettant à mal l'indépendance non seulement de la statistique publique mais aussi d'autres contre-pouvoirs (audiovisuel, magistrature), les coupes sombres dans la fonction publique.

A vos agendas

- 4 décembre :** assemblée générale à 13h15, amphi 1
10 décembre : 3^e journée de coordination nationale des CDSP et des syndicats
13 décembre : manifestation de tous les délocalisés (à confirmer)
15 décembre : séminaire sur l'indépendance de la statistique à 14h à l'Assemblée Nationale
<http://www.sfds.asso.fr/www.sfds.asso.fr/ressource.php?ct=ddoc&i=319> : s'inscrire avant le 7/12 !

Les comptes du CDSP

Les comptes du CDSP sont gérés de main de maître par deux trésorières. Grâce à la générosité de vos dons, la caisse du CDSP a recueilli environ 12 000 euros avec les contributions de l'Insee DG bien sûr, mais aussi de la Dress et de la Dares, du SOES et de DR comme celle de Lille. Du côté des dépenses, ce sont près de 5 400 € qui ont été dépensés en frais de logistique (banderole, Internet) ou en frais de déplacement pour l'essentiel. Il reste donc à ce jour environ 6 500 € dans les caisses du CDSP, soit une somme confortable permettant de financer la prochaine journée de coordination nationale du 10 décembre et des actions futures.

Banderole du CDSP, pancartes pour les manifestations et les rassemblements	420 €
Hébergement du site Internet	120 €
1 ^{ère} journée des assises nationales du CDSP le 14 octobre à Malakoff	2 400 €
Rencontre avec le Maire de Metz et des acteurs de la vie locale	440 €
2 ^e journée de coordination nationale le 18 novembre à Malakoff	1 800 €
Journée d'actions du 25 novembre à MK1 et MK2	157 €
Divers	36 €
Total	5 373 €

Allez voir : <http://www.bakchich.info/article5941.html> et lisez (même si ce n'est pas votre habitude) l'Humanité (plus d'infos la semaine prochaine) et encore Médiapart qui suit notre affaire de près.